



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cahier des charges des projets fédérateurs d'éducation artistique et culturelle

1^{er} degré : Dispositifs 1 et 2

2025-2026

AMBITION ET PHILOSOPHIE DE L'APPEL À PROJETS FÉDÉRATEURS

L'appel à projet d'éducation artistique et culturelle fédérateur 1^{er} degré en temps scolaire est porté par la DRAC Nouvelle Aquitaine (Direction Régionale des Affaires Culturelles – ministère de la Culture) et la DAAC (Délégation Académique à l'Action Culturelle) du Rectorat de l'académie de Poitiers.

Il concerne les projets fédérateurs 1^{er} degré au sein d'écoles de l'académie de Poitiers.

Les projets fédérateurs sont construits en autonomie par les équipes pédagogiques et répondent à l'objectif du 100 % EAC. Ils s'appuient sur un partenariat réel et actif avec des structures culturelles et des équipes artistiques de Nouvelle Aquitaine, ou des artistes et des acteurs de la culture résidant en France. Ils font l'objet d'une co-construction entre une équipe pédagogique et une structure culturelle ou des artistes professionnels.

COMMENT CONSTRUIRE UN PROJET ?

Les équipes enseignantes sont invitées à construire le projet en premier lieu avec un équipement culturel ou socio-culture de proximité : médiathèque, cinéma, théâtre, centre d'art, conservatoire, lieu de culture scientifique, CSC, MJC, etc. Ces lieux proposent des artistes avec lesquels travailler. Les enseignant[e]s peuvent aussi faire appel à un artiste-auteur indépendant, ou à une équipe artistique (compagnie, collectif). La DRAC cofinancera uniquement les projets construits avec des artistes inscrits dans les réseaux professionnels de la diffusion et de la création, ayant une activité repérée en Nouvelle-Aquitaine ou sur le territoire national.

Les projets sont construits autour des trois piliers de l'EAC (cf. Charte de l'EAC : rencontrer / pratiquer / connaître). Ils ne se confondent pas avec les enseignements artistiques mais peuvent les compléter. Les projets font intervenir un ou plusieurs artistes ou professionnels de la culture (journaliste, architecte, professionnels du patrimoine ou du cinéma...) pour des temps de pratique avec les élèves : l'intervenant, en prenant appui sur sa démarche de création, donne à voir la recherche qui l'anime et les processus de création qu'il met en œuvre.

La DRAC facilite le financement des projets concernant plusieurs écoles sur un même territoire, ou en partenariat avec d'autres établissements, notamment non scolaires (structures éducatives, sociales, médico-sociales, etc.).

MODALITÉS DE PARTICIPATION À L'APPEL À PROJETS FÉDÉRATEURS

Tout établissement public du premier degré de l'académie de Poitiers peut candidater à l'appel à projet conjoint de la DAAC et de la DRAC. Le descriptif du projet doit être saisi par toute personne possédant le profil rédacteur de projet (enseignant, directeur, etc.) sur l'application ADAGE, en concertation avec la structure culturelle ou l'équipe artistique partenaire, notamment pour la construction du budget.

Une cartographie des opérateurs culturels en Nouvelle-Aquitaine est disponible sur le [site de la DAAC](#) et permet d'identifier des lieux ressources sur le territoire.

La candidature sera possible par cette application - via l'intranet académique (intranet > Arena > ADAGE) - dès **le 7 mai 2025**.

La date limite d'acte de candidature est fixée au **16 juin 2025 à 23h59**.

Pour être éligible auprès de la commission de validation, le projet doit obligatoirement avoir reçu au préalable, via ADAGE l'avis de l'IEN de circonscription pour les écoles ou de l'IEN EAC du département.

Chaque candidature sera étudiée par une commission composée des membres de la DAAC de l'académie dont dépendent l'école ou l'établissement, des DSDEN concernées, ainsi que par la DRAC. Les projets situés sur un territoire où il existe un CTEAC seront étudiés conjointement avec la personne chargée de la coordination du CTEAC au sein de l'intercommunalité (voir infra).

ARTICULATION AVEC LES CTEAC

Afin d'accompagner la structuration d'une action forte et coconstruite avec les acteurs territoriaux en faveur de la généralisation de l'EAC, la DRAC Nouvelle-Aquitaine développe des partenariats avec les intercommunalités volontaires dans le cadre des conventions territoriales, en y associant d'autres services de l'État, notamment l'Éducation Nationale. Ces partenariats prennent la forme de Contrats Territoriaux en faveur de l'EAC (CTEAC) conclu entre un EPCI, la DRAC et le rectorat.

Les CTEAC sont l'occasion de développer des projets et des résidences d'intervention artistique sous l'impulsion de l'intercommunalité signataire, qui désigne une coordination chargée d'accompagner les opérateurs culturels et les structures éducatives et jeunesse du territoire, dans la mise en œuvre de projets singuliers, innovants, qualitatifs et adaptés aux spécificités du territoire.

Les écoles situées dans une intercommunalité où existe un CTEAC sont invitées à prendre attache avec la personne chargée de la coordination du CTEAC sur le territoire, soit pour s'inscrire dans le cadre d'un projet déjà existant impulsé par la coordination, soit pour envisager

un projet spécifique répondant au cahier des charges des projets fédérateurs (voir [liste des coordonnateurs CTEAC](#))

Les demandes sur les territoires bénéficiant d'un CTEAC seront étudiées en concertation avec les coordinateurs des CTEAC qui auront été associés au préalable par les porteurs de projet. Si le projet est validé par l'ensemble des financeurs, un financement global DRAC-EPCI sera versé directement à l'acteur culturel par l'EPCI, selon les modalités calendaires définies avec ce dernier.

Pour savoir si votre école ou votre établissement est dans un CTEAC ou hors d'un CTEAC, merci de consulter la [carte des CTEAC](#).

TYPES DE SOUTIENS ET FINANCEMENTS

La DAAC peut apporter trois types de soutiens :

1. Un soutien financier à hauteur de 200€ maximum par classe dans la limite de 1000€ par projet. Ce soutien financier est principalement fléché sur les besoins liés à la réalisation des projets en dehors des prestations artistiques et culturelles liées au projet : matériel, déplacement des intervenants, billetterie...
2. Un soutien en Heures Supplémentaire d'Enseignement (HSE) pour les enseignants du premier degré.
3. Un soutien méthodologique pour aider les porteurs de projet à construire les projets en EAC, en mettant les conseillers académiques, les conseillers pédagogiques départementaux et coordonnateurs départementaux à disposition des porteurs de projet.

La DRAC apporte un soutien financier à des projets fédérateurs EAC ambitieux, faisant intervenir des artistes professionnels dont le travail de diffusion et de création est repéré en Nouvelle-Aquitaine. Les projets répondent aux deux dispositifs détaillés en page 6, avec un volume d'heures d'intervention conséquent. Les projets de simple sensibilisation (quelques heures par groupe) ou pour une seule classe ne seront pas accompagnés par la DRAC. Le financement de la DRAC est versé directement au partenaire culturel et cible prioritairement la rémunération des heures d'interventions artistiques (tarif horaire indicatif : 60 € TTC de l'heure¹).

La subvention de la DRAC peut inclure une somme forfaitaire versée à l'artiste pour le temps de concertation et coordination du projet, jusqu'à 300 € pour les projets fédérateurs primaire ou petite enfance, notamment sur les territoires où il n'existe pas de CTEAC avec un accompagnement en ingénierie par le coordinateur.

À noter : Les établissements culturels labellisés ou aidés au fonctionnement par la DRAC seront éligibles à un accompagnement complémentaire uniquement si le projet qui sollicite un financement se déroule en dehors de l'aire de rayonnement immédiat de la structure : **territoire hors CTEAC, rural isolé ou quartier prioritaire** de la politique de la ville.

A noter : pour les projets situés sur des territoires hors CTEAC, le financement de la DRAC sera versé au printemps 2026 pour l'année scolaire 2025-2026. Le partenaire culturel formalisera une

¹ Pour les auteurs relevant de la Charte des auteurs et illustrateurs jeunesse, ce taux horaire indicatif est adapté aux recommandations tarifaires de la [charte](#).

demande de subvention à la DRAC à l'automne 2025, après avoir reçu la confirmation du soutien de la DRAC à l'issue des commissions de juillet.

COFINANCEMENTS

La DAAC et la DRAC ne peuvent pas être les uniques sources de financement. Le financement DRAC-DAAC ne peut pas excéder 70% du budget total du projet. Il est donc du ressort des porteurs de projet (enseignants et acteurs culturels) de trouver d'autres partenaires qui contribueront au financement du projet.

Ces partenaires peuvent être :

- une/des collectivité(s) territoriale(s) comme la Région, le Département, la Communauté d'Agglomération, la Commune, etc. ;
- un/les autre(s) établissement(s) scolaire(s) ;
- une/des structure(s) culturelle(s) ;
- une/des association(s) incluant les Associations des Parents d'Élèves ou le Foyer de l'établissement ;
- des entreprises, mécènes etc.

ATTENTION :

Avant de soumettre le Budget Prévisionnel lors de la candidature à l'appel à projets, il est nécessaire de recevoir de la part des partenaires un accord de principe écrit sur la nature et le montant de leur participation. Les délais, souvent longs pour obtenir ces accords de financement doivent être intégrés dans le rétroplanning du montage du dossier de candidature.

Le budget est à construire en concertations avec les intervenants artistiques et culturels et doit faire l'objet de leur accord en ce qui concerne la part artistique.

CRITERES D'ELIGIBILITE

Tout projet

Seront retenus les projets répondant avec pertinence et qualité :

- au respect de la Charte de l'EAC : présence des trois piliers de l'EAC, qualité de l'intervention artistique ou culturelle ;
- à l'intervention d'artistes inscrits dans les réseaux professionnels de la diffusion et de la création, ayant une activité repérée en Nouvelle-Aquitaine (si sollicitation d'un cofinancement DRAC)
- à l'inscription des jeunes dans une démarche de création ;
- aux besoins des élèves de l'établissement en matière d'EAC.
- A l'inscription de la priorité culturelle dans le volet culturel du Projet d'établissement en cours et dans le projet de réseau école / collège et / ou lycée de secteur ;